COMMUNE DE CAUTERETS
SEANCE PUBLIQUE DU CONSEIL MUNICIPAL
JEUDI 19 DECEMBRE 2024

Sur convocation de Monsieur le Maire adressée individuellement à chaque membre le 13 Décembre 2024, le Conseil Municipal s'est réuni en séance publique le 19 Décembre 2024 à 20h00.

Etaient Présents :

Mr JP. FLORENCE, Maire, V. TEXIER, JJ.FERRER, S.YKEN adjoints ; MB. LARDAT, A. LAYRE-CASSOU, D. LARDAT, P. FLURIN, M. AUBRY, L.ORTEGA

Absents excusés :

Mr S.BOUBEKEUR qui a donné pouvoir à Mr S. YKEN
Mme J. BALES qui a donné pouvoir à Mr JP. FLOREN

Absent :

Mr E. BOLLE

Secrétaire de séance :

Mr D. LARDAT

Le procès-verbal de la séance du 29 Novembre 2024 est mis aux voix et approuvé par 11 voix pour, 1 abstention (Mr D.LARDAT).

La séance est ouverte sur l'ordre du jour suivant :

- . Réforme Agence de l'Eau : Redevances
- . Indemnités : dimanches, nuits et jours fériés

Questions diverses

Délibération n°1 – Réforme Agence de l'Eau : redevance consommations d'eau et à la redevance pour performance des réseaux d'eau potable pour l'année 2025

OBJET : NOUVELLES REDEVANCES DE L'AGENCE DE L'EAU ADOUR GARONNE REPERCUTEES SUR LA FACTURE D'EAU

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales, notamment ses articles L2224-12-2 à L2224-12-4 ;

Vu le Code de l'environnement, et notamment ses articles L213-10-4 et -5, et articles D213-48-12-1, D213-48-12-2 à -7, et D213-48-35-1, dans leurs versions applicables à compter du 1^{er} janvier 2025 ;

.../...

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif aux modalités d'établissement de la redevance sur la consommation d'eau potable et des redevances pour la performance des réseaux d'eau potable et pour la performance des systèmes d'assainissement collectif ;

Vu l'arrêté du 5 juillet 2024 relatif au montant forfaitaire maximal de la redevance pour la performance des réseaux d'eau potable et de la redevance pour la performance des systèmes d'assainissement collectif pris en compte pour l'application de la redevance d'eau potable et d'assainissement prévue à l'article L2224-12-3 du code général des collectivités territoriales,

Vu l'arrêté du 10 juillet 1996 relatif aux factures de distribution de l'eau et de collecte et de traitement des eaux usées modifié dans sa version applicable au 1^{er} janvier 2025 ;

Vu la délibération n° DL/CB/24-27 du 10 octobre 2024 du Conseil d'Administration de l'Agence de l'Eau Adour-Garonne portant sur le projet de taux de redevances des années 2025 à 2030 et saisine des comités de bassin pour avis conforme et notamment ses articles 2.4 et 2.5 ;

Considérant que la redevance pour prélèvement sur la ressource en eau est maintenue mais que les redevances pour pollution de l'eau d'origine domestique et modernisation des réseaux de collecte sont remplacées à compter du 1^{er} janvier 2025 par :

➤ **une redevance « consommation d'eau potable »** dont :

- le tarif est fixé par l'agence de l'eau 0,32 € HT par mètre cube pour l'année 2025;
- le redevable est l'abonné au service public de l'eau potable ;
- l'assiette est le volume facturé au cours de l'année civile (indépendamment de la période de consommation).

Toutefois, les consommations d'eau potable destinée aux activités d'élevage sont exonérées si elles font l'objet d'un comptable spécifique. Cette redevance est facturée à l'abonné et recouvrée par la personne qui facture les redevances du service public de distribution d'eau et les sommes encaissées sont reversées à l'agence de l'eau selon les mêmes modalités que celles qui étaient applicables à la redevance pour pollution de l'eau d'origine domestique.

➤ **et de deux redevances pour performance « des réseaux d'eau potable » d'une part et des « systèmes d'assainissement collectif » d'autre part.**

Concernant la redevance pour performance des réseaux d'eau potable :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux collectivités compétentes (ou à leurs établissements publics de coopération) pour la distribution publique de l'eau qui en sont les redevables ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau 0,35 € HT par mètre cube ;
- Le montant applicable est modulé en fonction de la performance des réseaux d'eau potable de la collectivité compétente pour la distribution publique de l'eau. Il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,2 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance) ;
- L'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année ;

.../...

- L'Agence de l'Eau facture cette redevance à la collectivité au début de l'année civile qui suit ;

La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de distribution d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'eau ;

Concernant la redevance pour performance des systèmes d'assainissement collectif :

- Elle est facturée par l'agence de l'eau aux collectivités compétentes pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage des stations d'épuration) qui en sont les redevables (ou à leurs établissements publics de coopération compétents) ;
- Le tarif de base est fixé par l'agence de l'eau 0.35 € HT/m³ ;
- Le tarif applicable est modulé en fonction de la performance du ou des systèmes d'assainissement collectif (station d'épuration et l'ensemble du système de collecte des eaux usées raccordé à cette station d'épuration) de la collectivité compétente pour traitement des eaux usées (maître d'ouvrage de la ou des stations d'épuration) ; il est égal au tarif de base multiplié par un coefficient de modulation compris entre 0,3 (objectif de performance maximale atteint) et 1 (objectif de performance minimale non atteint, pas d'abattement de la redevance).
- l'assiette de cette redevance est constituée par les volumes facturés durant l'année
- L'Agence de l'eau facture la redevance à la collectivité au début de l'année civile qui suit
- La redevance est répercutée par anticipation sur chaque usager du service public de l'assainissement collectif sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau assujéti à la redevance assainissement et doit faire l'objet d'une individualisation sur la facture d'assainissement ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé le tarif de la redevance pour consommation d'eau à 0,35 € HT /m³ pour l'année 2025 ;

Considérant que l'Agence de l'eau Adour-Garonne a fixé le tarif de la redevance pour performance des réseaux d'eau potable à 0,35 € HT/m³ pour l'année 2025 ;

Considérant que pour l'année 2025, le coefficient de modulation est fixé forfaitairement à **0,2** pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable et à **0,3** pour la redevance pour performance des réseaux du système d'assainissement (la performance des réseaux d'eau n'étant pas prise en compte pour cette première année) ;

Considérant qu'il convient de fixer le tarif de la contrepartie pour la redevance pour performance des réseaux d'eau potable, qui doit être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu ;

.../...

Après en avoir délibéré et par 7 voix pour, 1 contre (Mr L.ORTEGA), 4 abstentions (Mmes V.TEXIER, MB. LARDAT, MM. D. LARDAT, P.FLURIN)

Décide :

Article 1 : **de fixer à 0,07 € HT/m³** (= 0,35 € HT/m³ affecté du coefficient de 0,2) la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des réseaux d'eau potable » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'eau potable sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 2 : **de fixer à 0,105 € HT/m³** (= 0,35 € HT/m³ affecté du coefficient de 0,3) la contre-valeur correspondant à la « redevance pour performance des systèmes d'assainissement » devant être répercutée sur chaque usager du service public d'assainissement sous la forme d'un supplément au prix du mètre cube d'eau vendu, applicable à compter du 1^{er} janvier 2025.

Article 3 : **de facturer et encaisser** les contrevaleurs des redevances « performance des réseaux d'eau potable » et « performance des systèmes d'assainissement » auprès des abonnés concernés, de même que la redevance « consommation d'eau potable », dont le montant a été fixée par l'agence de l'eau.

Commentaires :

Mme MB LARDAT et Mrs P FLURIN et L ORTEGA : demandent la vigilance du conseil municipal quant à l'évolution de ces taxes.

Mme V TEXIER demande si les pénalités payées par la commune à l'agence de l'eau seront dues malgré les travaux réalisés et la performance de nos réseaux.

Réponse de Mr le Maire : Concernant les taxes de l'agence de l'eau : celles-ci devront être revotées pour l'année 2026. Concernant les pénalités de l'agence de l'eau : A ce jour, nous ne savons pas répondre à cette interrogation.

Délibération n° 2 : Indemnités Dimanches, Nuits et jours fériés

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,

Vu la loi n° 83-643 du 13 juillet 1983 modifiée portant droit et obligations des fonctionnaires et notamment son article 20,

Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la fonction publique territoriale et notamment les articles 87 et 88,

Vu l'arrêté du 19 août 1975 instituant une indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés en faveur des agents communaux,

Vu l'arrêté du 31 décembre 1992 fixant une indemnité horaire pour travail du dimanche et des jours fériés en faveur des agents territoriaux,

Vu l'arrêté du 22 décembre 2023, augmentant le montant de l'indemnité forfaitaire pour la filière sanitaire et sociale,

.../...

Vu l'avis favorable du comité social territorial en date du 4 juin 2024.

Mr le Maire, propose à l'Assemblée les modalités d'applications des indemnités :

1) Indemnités concernant le travail du Dimanche et des Jours Fériés

Lorsque le travail du dimanche et des jours fériés est inclus dans le cycle de travail et qu'il est effectué entre 7 heures et 22 heures une indemnité est prévu dans les conditions suivantes:

Filière sanitaire et sociale :

L'indemnité forfaitaire pour travail les dimanches et jours fériés (IFTDJF) des personnels de la filière sanitaire et sociale est d'un montant pour 8 heures de travail effectifs est fixé à 60 €. Ce montant évoluera en même temps que la valeur du point d'indice.

L'indemnité forfaitaire est payée mensuellement à terme échu. Elle est attribuée, prorata temporis, aux agents ayant exercé leurs fonctions pendant une durée inférieure à huit heures un dimanche ou un jour férié. Dans le cas où cette durée est supérieure à huit heures, l'indemnité forfaitaire est également proratisée, dans la limite de la durée quotidienne du travail telle qu'elle résulte de la réglementation en vigueur.

Autres filières que sanitaire et sociale :

L'indemnité horaire pour travail les dimanches et jours fériés (IHTDJF) des personnels des filières autres que sanitaire et sociale est fixé à 0,74€ bruts par heure effective de travail et sera versée mensuellement, à terme échu.

L'indemnité horaire pour le travail du dimanche et jour férié est cumulable **avec le RIFSEEP**.

2) Indemnisation concernant le travail de nuit

Lorsque le travail de nuit est inclus dans le cycle de travail et est effectué entre 22 heures et 7 heures, le temps de travail effectué est indemnisé des taux horaires suivants :

- 0.17€ par heure en cas de travail normal
- 0.80€ par heure en cas de travail intensif (la notion de travail intensif correspond à une activité continue ne se limitant pas à de simples tâches de surveillance).

Les indemnités peuvent être attribuées :

- Aux agents titulaires ou stagiaires,
- Aux agents contractuels,
- Aux agents employés à temps partiel ou à temps non-complet

Lorsque le temps de travail effectif lors de Dimanche, jours fériés ou nuit est effectué au-delà de la durée normale de travail, les heures supplémentaires seront traitées comme prévus par la collectivité.

Le Conseil Municipal invité à se prononcer,

Ouï l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré et par 11 voix pour, 1 abstention (Mr S. YKEN),

Prend acte des dispositions relatives au versement des indemnités pour travail les dimanches et jours fériés,

.../...

Prend acte des dispositions relatives au versement de l'indemnité pour le travail de nuit
Attribue, aux agents pouvant y prétendre, le versement de ces indemnités,
En cas de réévaluation réglementaire ultérieure des montants, l'application sera automatique sans
avoir à délibérer à nouveau.

Précise que les dispositions de cette délibération prendront effet à compter 01/01/2025

Les crédits correspondants sont inscrits au budget.

Mr S YKEN indique que les indemnités n'ont pas évolué depuis 32 ans, et que la collectivité n'a pas la main sur le montant des indemnités mentionnées dans la présente délibération.

Questions diverses :

Délibération n° 3 portant sur l'ajustement du taux de l'assurance statutaire des agents territoriaux

Les collectivités territoriales assurent la prise en charge financière de la protection sociale de leurs agents, notamment en cas d'accident du travail, de maladie ou de congé maternité. Cette prise en charge se traduit par le maintien du versement des salaires aux agents en incapacité physique.

Afin de se prémunir contre les risques financiers associés à cette protection sociale, les collectivités ont la possibilité de souscrire une assurance statutaire auprès d'un organisme privé. Cette démarche permet de bénéficier d'avantages, tant en termes de coûts que de délais de remboursement.

Dans le cadre de la troisième année du contrat liant la collectivité à la société ALLIANZ, et en raison des surprimes appliquées (+700 %), l'assureur propose d'ajuster le taux de cotisation annuel, qui passerait de 3,63 % à 5,45 %. Cette augmentation vise à limiter, sans toutefois résorber entièrement, le déficit constaté entre les cotisations versées et les prestations engagées au 15 novembre 2024. Ce déséquilibre devrait perdurer jusqu'à la reprise d'activité ou l'épuisement des droits des agents concernés par des arrêts prolongés.

Sur proposition de Monsieur le Maire,

Le Conseil Municipal invité à se prononcer,

Ouï l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés,

Approuve la proposition du prestataire, à savoir :

- L'augmentation du taux de cotisation de 3,63 % à 5,45 %, portant la cotisation annuelle pour 2025 à 42 240 €, sur la base d'une masse salariale constante.
- L'inscription des crédits correspondants au budget prévisionnel 2025.

.../...

Délibération n° 4 - AMF 65 – Aide Mayotte

Objet : L'AMF appelle à la solidarité nationale avec Mayotte et met en place un dispositif de soutien avec la Protection civile

A la suite du passage du cyclone Chido à Mayotte, le plus dévastateur enregistré sur l'archipel depuis 90 ans, Mayotte vit une tragédie exceptionnelle. Les conséquences humaines, sanitaires, et matérielles ne sont pas encore entièrement connues mais les premiers constats sur place indiquent qu'elles sont catastrophiques et durables.

Le président David Lisnard et le Bureau de l'AMF tiennent à témoigner de toute leur solidarité aux familles endeuillées, aux habitants et aux élus de Mayotte. Ils appellent les communes et intercommunalités de France métropolitaine et d'Outre-mer à apporter au plus vite un soutien financier aux opérations d'urgence déployées ou en préparation.

Ils ont décidé de la mise en place d'un dispositif de veille et de soutien « Solidarité AMF/Mayotte », sous la responsabilité des co-présidents du groupe de travail Risques et Crises : Eric Ménassi, maire de Trèbes, et Sébastien Leroy, maire de Mandelieu-la-Napoule, ainsi que Madi Madi Souf, président de l'Association des Maires de Mayotte, Serge Hoareau, président de l'Association des maires du département de La Réunion, et Ericka Bareigts, maire de Saint-Denis de La Réunion.

La Protection civile, l'un des partenaires de l'AMF au sein de « Solidarité AMF/Mayotte », est présente dans la région et met en place un dispositif de soutien dont l'objectif immédiat est de répondre à ces premières urgences. L'AMF soutient cette opération.

Sur proposition de monsieur le Maire,

Le conseil municipal invité à se prononcer,

Ouï l'exposé du Maire,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité des membres présents et représentés,

Valide le versement d'une aide d'un montant de 5000€.

L'ordre du jour étant épuisé la séance est levée à 21h00.